



Contrat de télésurveillance Home connect

Conditions particulières et consignes initiales

Contrat à durée indéterminée avec période initiale de 48 mois

N° CLIENT

N° TRANS

Coordonnées de facturation client

Nom Rakotoarivony Prénom Princie

Adresse IJ6 Anjomakely

CP 102 Ville Antananarivo Pays Madagascar

Tél. +261344252056 E-mail*(pour l'envoi de vos factures)

***Mode de règlement :** ☐ Prélèvement : compléter et signer le mandat SEPA (obligatoirement joindre un RIB)

☐ Autre

L'abonnement de télésurveillance est facturé mensuellement d'avance et payable à trente jours. Les levées de doute physiques et mesures de sauvegarde sont payables à trente jours.

Coordonnées du site télésurveillé (si différentes)

Nom du site

Adresse

CP Ville Pays

Tél. (contre appel)

Accès au portail M@sécurité :

E-mail

Typologie du site : ☐ Appartement

☐ Maison

☐ Château

Coordonnées installateur :

Nom de l'installateur

Ville Tél/Portable Mail

*Le Client autorise expressément le Prestataire à adresser les factures sous forme électronique. Néanmoins, le Client peut à tout moment, sur simple demande, recevoir la facture sous format papier. Merci d'enregistrer l'adresse générique d'envoi : Securitas_Alert_Services@e-facture.net

Consignes de télésurveillance

Mot de passe client pour identification lors du contre appel (obligatoire) :

Personnes – Contacts :

| Nom et prénom | Possession des clefs | Téléphone portable | Téléphone | Lien avec le client |
|---|-------------------------|-----------------------|-----------|---------------------|
| | <input type="radio"/> | | | |
| E-mail (obligatoire pour information des risques système) | | | | |
| | <input type="radio"/> | | | |
| | <input type="radio"/> | | | |
| | <input type="radio"/> | | | |

Si vous avez souscrit un contrat d'intervention avec une autre société que Securitas, indiquez ses coordonnées :

Nom : Tél : Mobile :

Adresse :

Précisions utiles :

.....

.....

.....

.....

Si souscription du service de levée de doute physique ou intervention :

Le prix des prestations accessoires de Securitas est majoré de 100% les jours fériés, 10% la nuit, 10% le dimanche

Levée de doute physique 96,00 € TTC / levée de doute*

Ronde de sécurité 62,40 € TTC / ronde *

Agent de surveillance 50,40 € TTC / heure

Mise à jour des consignes > 1/an 6,00 € TTC / MAJ

Modification et restitution des moyens d'accès 96,00 € TTC / déplacement

*Présence d'un agent de sécurité mobile sur site 60 min maximum

Au-delà des 60 premières minutes, facturation par tranches de 30 minutes non fractionnables au tarif en vigueur d'une levée de doute physique.

Cochez l'offre retenue :

| | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Formule A Abonnement mensuel à 39,90 € TTC | Pack initial 1 centrale d'alarme 2 détecteurs de mouvement Batteries |
|--|--|

| | |
|--|--|
| Formule <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C <input type="checkbox"/> D Abonnement mensuel à € TTC | Pack initial + périphériques supplémentaires* * À renseigner dans la description du matériel (obligatoire) |
|--|--|

Chaque formule comprend l'abonnement de télésurveillance avec gestion des alarmes système et sécuritaires, la vente du système d'alarme et l'installation par un partenaire Securitas, la carte SIM GSM IP (si matériel compatible) et la levée de doute vidéo ou image (si matériel compatible)

Description du matériel installé (obligatoire) :

Marque du matériel :
 Référence et modèle de la centrale :
 N° IMEI du module de transmission

Périphériques supplémentaires (inclus dans l'offre ou matériels vendus en direct par l'installateur pour gestion en télésurveillance) :

☐ Sirène intérieure ☐ Sirène extérieure
☐ Détecteur de mouvement : unité(s)
☐ Détecteur d'ouverture : unité(s)
☐ Télécommande : unité(s)
☐ Badge : unité(s)
☐ Autres matériels :

Protocole de transmission :

Principale : ☐ RTC ☐ GSM IP ☐ IP filaire ☐ GSM Voix

Secours : ☐ RTC ☐ GSM IP ☐ IP Filaire ☐ GSM Voix

N° ICCID de la carte SIM Securitas

| | | |
|--|----------------------------------|----------------------------------|
| | <input type="checkbox"/> TVA 10% | <input type="checkbox"/> TVA 20% |
| <input checked="" type="checkbox"/> Matériel | 0,91 € TTC | 1,00 € TTC |
| <input checked="" type="checkbox"/> Forfait raccordement et enregistrement des consignes | | 90,00 € TTC |

| Services complémentaires (abonnement mensuel) : | TTC en € |
|--|----------|
| <input type="checkbox"/> Forfait levée de doute physique du réseau Securitas (incluant 2 interventions / an et l'abonnement au centre d'intervention) <input type="radio"/> sans moyen d'accès <input type="radio"/> Avec moyen d'accès | 9,00 |
| <input type="checkbox"/> Traitement par opérateur pour les alarmes système | 6,00 |
| <input type="checkbox"/> Détection technique de fumée | 3,00 |
| <input type="checkbox"/> Autre Gestion : | |

| | |
|--|--|
| TOTAL de la redevance mensuelle et service(s) complémentaire(s) | |
|--|--|

Securitas Alert Services s'engage à respecter les conditions particulières et les consignes et ceci **conformément aux conditions générales et à la réglementation en vigueur.**

À, le

Nom responsable :

Signature précédée de la mention

« lu et approuvé »

Princis

Nom de l'installateur :

Signature + cachet commercial

Nom du représentant Securitas

Alert Services :

Signature + cachet commercial

Conditions générales de vente

| | Modalités de traitement | |
|-------------------------------|--|---|
| Gestion du risque système | Type d'alarme | Securitas Home connect ⁽¹⁾ |
| | Absence de test (test ligne toutes les 24h) | SMS ⁽²⁾ + courriel à la première personne contact désignée aux consignes |
| | Batterie / Pile basse | |
| | Autoprotection | |
| | Coupure secteur | |
| Gestion du risque sécuritaire | Intrusion | Traitement opérateur |
| | Appel d'urgence / Agression / Code sous contrainte | |
| Option : risque technique | Détection technique de fumée | Traitement opérateur |

(1) Kit habitation, (2) Service de Messages Succincts

Précisions relatives au traitement des alarmes :

- Securitas n'a pas l'obligation de vérifier la réception des messages adressés au Client. La preuve de l'envoi suffit.
 - Une alarme système n'est pas traitée lorsqu'elle est suivie d'une information contenant dans son libellé « fin » ou « rétablissement ». Cela indique un retour à la normale (ex : rétablissement du secteur, remontée des températures à un seuil normal, ...).
 - Le traitement des alarmes système peut être reporté jusqu'à quinze minutes à compter de leur réception. Si, dans ce délai, le rétablissement de l'alarme intervient, elle n'est pas traitée.
 - Le traitement des alarmes « coupure secteur » reçues la nuit peut être reporté en journée car la batterie du Système doit prendre le relais.
 - En cas d'alarmes « absence de test » et, faute d'action corrective du Client, Securitas ne les traite plus et en informe le Client par tous moyens. En cas de sinistre, la responsabilité de Securitas est dérogée.
 - Une alarme Intrusion, suivie dans la minute d'une mise à l'arrêt du Système, est considérée comme une mauvaise manipulation et n'est pas traitée par Securitas.
 - En cas de réception de plus de 15 alarmes par cycle de 24h, le Client accepte que les alarmes reçues soient immédiatement ignorées par le Prestataire sans que la responsabilité de celui-ci puisse être mise en cause.
 - La levée de doute vidéo est utilisée pour le traitement des alarmes intrusion et agression, mais pour cette dernière, uniquement si les caméras sont indépendantes des détecteurs.
- Lorsque l'opérateur ne visualise ni individu ni anomalie sur Site, en cas d'alarme intrusion : le traitement est réputé terminé ; en cas d'alarme agression : le traitement se poursuit.
- Lorsque la vidéo n'est pas reçue ou n'est pas exploitable, l'opérateur poursuit son traitement.

Préambule

Le Client choisit l'offre proposée par Securitas Alert Services, ci-après « Securitas » ou le « Prestataire » pour son Site décrit dans les Conditions particulières (CP) en fonction de son risque et de son budget. Le Client et Securitas sont ci-après individuellement dénommés la « Partie » et collectivement les « Parties ». Ce contrat annule et remplace tous accords antérieurs et relatifs au même objet. Ce contrat s'inscrit dans le respect des dispositions légales, notamment du Code de la sécurité intérieure, et réglementaires.

Les présentes conditions générales s'appliquent aux clients « Particuliers » définit comme toute personne physique ayant conclu le présent contrat pour des besoins étrangers à son activité professionnelle.

Les Parties reconnaissent avoir librement négocié entre elles l'ensemble des termes et conditions du Contrat, aucune condition n'ayant été soustraite à la discussion des Parties. En tant que de besoin, les Parties déclarent que le Contrat constitue un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 du Code Civil.

Les Parties déclarent en outre (i) avoir chacune sollicité auprès de l'autre Partie, préalablement aux présentes, l'ensemble des informations ayant une importance déterminante de son consentement et (ii) se satisfaire des réponses apportées par l'autre Partie. Chaque Partie reconnaît en conséquence l'exécution par l'autre Partie de son devoir légal d'information au sens de l'article 1112-1 du Code Civil lors de la conclusion du Contrat.

1. Hiérarchie des documents contractuels

- Le contrat est constitué dans l'ordre hiérarchique décroissant :
- des conditions particulières
 - des conditions générales
 - des éventuels documents annexes

2. Objet du contrat

Le contrat est constitué à pour objet de façon indivisible, la fourniture de prestations de télésurveillance, la vente d'un système d'alarme ci-après le « Système », son installation et mise en service.

2-1 La télésurveillance consiste à recevoir, enregistrer et traiter des alarmes automatiquement transmises par le transmetteur du système d'alarme ci-après « Système ». À l'exception de certaines alarmes (notamment autoprotection, agression, coupure secteur, détection technique de fumée), la télésurveillance n'est possible que si le Système est en service. Le Client est seul responsable de la mise en/hors service du Système. Securitas traite les informations depuis une station de télésurveillance, ci-après « Station » conformément aux consignes, convenues avec le Client.

La station de télésurveillance dispose d'une station de secours qui fonctionne en « dégagement ». Ainsi, en cas de défaillance technique ou de débordement de la station de télésurveillance toutes les informations sont automatiquement transférées sur la station de secours qui prend immédiatement le relais.

Une copie du certificat de conformité N31 peut être délivrée sur demande.

Une copie du certificat de conformité N31 peut être délivrée sur demande.

2-2 Securitas vend au Client le Système décrit aux CP. Le Client peut acquérir des matériels supplémentaires directement auprès d'un installateur.

Selon l'offre choisie par le Client :

- Le Système est raccordé à la Station soit par le biais du Réseau téléphonique commuté (RTC) ou, à défaut, par son équivalent sur IP, soit par le biais des réseaux mobiles (GSM/GPRS, 3G, 4G, 5G), soit par liaison Internet IP (ADSL, SDSL, Fibre...). Dans ce dernier cas, Securitas recommande au Client de conserver sa ligne RTC ou, à défaut, de mettre en place un secours GSM IP pour pallier à une défaillance éventuelle du réseau Internet.

Ces dispositions sont mentionnées sous réserve que la technologie utilisée par le transmetteur soit maintenue par les opérateurs de Télécommunication.

- Une carte SIM nécessaire aux communications par GSM IP peut être fournie et reste la propriété de Securitas qui en supporte les coûts. Lorsque la carte SIM est fournie par Securitas, la transmission des alarmes à la station de télésurveillance se fait exclusivement via une adresse IP. En cas de dépassement de la capacité de la carte SIM ou d'usage frauduleux, Securitas facturera au Client le surcoût au tarif de l'opérateur de téléphonie.
- Le Système génère au moins un appel par 24 heures vers la Station afin de vérifier que la liaison est opérationnelle : c'est le test de ligne.
- Le Système demeure la propriété de Securitas jusqu'au paiement intégral par le Client du prix du Système et des frais d'installation décrits aux CP. En cas de défaut de paiement du prix du Système, et/ou des frais d'installation, la propriété n'est pas transférée au Client, les parties conviennent de dissocier la propriété du Système et le transfert des risques. Par conséquent, une fois le Système livré, le risque de destruction ou de la perte totale ou partielle de la chose pèse sur le Client.

3. Contenu du service

3-1 Les alarmes

- a/ Les alarmes « système » sont notamment les alarmes « pile » ou « batterie basse », « autoprotection », « coupure secteur ». L'alarme « absence de test » générée par la Station, indique une perte de liaison entre le Système et la Station et entraîne l'absence de transmission des alarmes.
- Quelle que soit l'alarme, le Client est tenu d'y remédier dans les plus brefs délais (changement de pile, réparation du Système...). À défaut, la télésurveillance ne sera plus possible.
- b/ Les alarmes « sécuritaires » sont notamment les alarmes « intrusion », « agression », « code sous contrainte ».

3-2 Traitement des alarmes

- a/ Définition du traitement opérateur
- Pour les alarmes sécuritaires, il est le suivant :
- Appel sur Site,
 - Sans réponse ou en cas de code d'identification erroné, appel des contacts désignés par le Client,
 - Sans réponse, message laissé aux contacts,
 - Le traitement est réputé terminé entre les parties.

- En sus des actions ci-avant et sous certaines réserves (option souscrire, spécificités du Système) :
- Levée de doute physique,
 - Et en cas de levée de doute révélant un risque, appel aux services de secours.
- b/ Levée de doute et appel aux secours
- Securitas doit, avant d'appeler les services de secours, réaliser une levée de doute (art. L613-6 Code de la sécurité intérieure). Il s'agit de s'assurer de la réalité d'un risque par différents moyens en fonction du Système et des options souscrites par le Client et notamment par écoute, consultation de vidéo ou levée de doute physique. Les levées de doute image/vidéo/audio sont réalisées en priorité.
- Les matériels de levée de doute vidéo ont pour seul objet de faciliter la procédure de levée de doute exigée par la loi et non pas d'identifier les éventuels auteurs d'une infraction, quelle qu'elle soit.
- Avec l'option levée de doute vidéo pour les matériels permettant de transmettre les images, Securitas s'engage à visualiser les images reçues, associées à un déclenchement d'alarme intrusion ou agression.
- Avec l'option levée de doute vidéo pour les matériels ne permettant pas de transmettre les images, Securitas s'engage à établir une connexion sur l'équipement vidéo du client à la condition expresse que ce dernier soit compatible, et fonctionnel suite à la réception d'une alarme intrusion ou agression. La vérification sera effectuée en mode « Live » postérieurement à l'information d'alarme pour une durée maximale de 2 minutes.
- L'appel injustifié aux services de secours est passible d'amende que Securitas refacturera au Client. Les dommages éventuels occasionnés par les services de secours sont à la charge du Client.

- c/ Mesures de sauvegarde (ronde/gardiennage)
- Le Client doit préalablement souscrire l'option Levée de doute physique. Le gardiennage consiste en la présence fixe d'un agent de sécurité veillant sur les lieux.
- Une ronde est le passage dissuasif, à horaire aléatoire, d'un agent de sécurité.
- L'une ou l'autre de ces mesures sont réalisées sur demande du Client ou peuvent être prises d'office par Securitas si le Client n'est pas joignable et que le Site n'est pas sécurisé, ou si un sinistre est constaté ou, si plusieurs levées de doute physiques préalablement effectuées n'ont pas permis de déceler une anomalie et que le système d'alarme continue à se déclencher. Le Client doit régler ces mesures prises par Securitas.
- Au-delà de 48 heures, l'accord express du Client est nécessaire, étant précisé que si ce délai expire un jour férié ou week-end, il est étendu jusqu'au 1^{er} jour ouvré.
- 3-3 Options
- a/ « Levée de doute physique »
- La levée de doute physique est sous-traitée à une société du groupe Securitas ou à un tiers, ce que le Client reconnaît et accepte. La levée de doute physique consiste en un déplacement sur Site d'un agent de sécurité afin de déceler les signes apparents d'une intrusion. Compte tenu des aléas inhérents à cette prestation, Securitas ne peut s'engager sur un délai.
- Si le Client impose à Securitas l'intervenant de son choix, la responsabilité de Securitas est dérogée.
- b/ Autres prestations/options
- Certaines options peuvent nécessiter un matériel spécifique dont la fourniture, l'installation et la maintenance sont sous la responsabilité du Client. Les options sont détaillées aux CP.

4. Livraison, installation du Système

Le Système est livré par l'installateur aux dates et heures convenues avec le Client qui se doit d'être présent ou représenté. En cas d'impossibilité pour l'installateur, du fait du Client, de pouvoir procéder à l'installation et à la mise en service, tout déplacement supplémentaire sera facturé au Client au tarif de l'installateur. À la livraison, le Client doit s'assurer du caractère complet et conforme du Système livré. Toutes réserves devront être émises par écrit auprès de Securitas dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la livraison, réserves notamment spécifiées dans le Procès-verbal de réception de matériel et d'installation. Passé ce délai, la livraison sera réputée conforme à la commande.

L'installateur détermine l'emplacement du Système selon les règles de l'art.

5. Utilisation – Garantie – Maintenance

Le Client s'engage à utiliser le Système conformément au mode d'emploi qui lui est remis.

À compter de la livraison, les garanties légales de conformité et de vices cachés s'appliquent et s'entendent pièces, main d'œuvre et déplacement inclus (si indispensable). Conformément à l'article L217-4 et suivants du Code de la consommation, Securitas répond des défauts de conformité du Système existants lors de la délivrance, dans un délai de deux ans à compter ladite délivrance.

En outre et aux termes de l'article 1641 à 1649 et suivants du Code Civil, Securitas est tenu de la garantie à raison des vices cachés du système d'alarme vendu. L'action en garantie de vices cachés devant quant à elle être intentée dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice par le Client.

Le recours à la garantie s'effectue auprès de Securitas.

La garantie ne comprend pas la fourniture, le remplacement des piles et batteries, qui seront facturés au tarif en vigueur, ni les dysfonctionnements ayant une cause étrangère au Système lui-même.

Securitas n'assure pas la maintenance du Système et recommande au Client de souscrire un contrat de maintenance avec un installateur.

Paraphes



Mandat de prélèvement SEPA

Merci de retourner ce document à Securitas Alert Services accompagnant d'un RIB

Votre Nom / prénom ou Raison sociale : **Princie Rakotoarivony**

Votre adresse N° et nom de la rue : _____

Code postal **1 0 2** Ville : _____

Pays **Madagascar**

Coordonnées de votre compte : **0 2 5 6 1 2 8**

N° d'identification international du compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)

Code BIC : _____

Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier Code)

Paiement : Récurrent / Répétitif : ☒ Ponctuel : ☐

Signé à : _____ Le : _____

Signature :

Zone réservée au créancier :

N° client : _____

Code RUM : NAV _____

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Securitas Alert Services à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Securitas Alert Services.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passé avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Le délai de notification préalable peut être inférieur à 14 jours calendaires avant la date d'échéance du prélèvement SEPA, ce que le débiteur accepte.

NOM ET ADRESSE DU CREANCIER

Securitas Alert Services Sas
Parc de Poumeyrol
393 chemin du Bac à Traille - CS 90161
69643 Caluire et Cuire Cedex

Identifiant créancier SEPA (ICS) : FR26ZZZ374253

Annulation de commande



6. Raccordement

L'installateur raccorde à la Station un Système compatible avec les protocoles de communication de Securitas. Des tests sont effectués avec la Station afin de vérifier la transmission des alarmes. Securitas transmet au Client un procès-verbal de mise en service. En cas d'impossibilité de raccordement du Système, le contrat est nul sans droit à indemnité pour l'une ou l'autre des Parties.

7. Consignes de télé-surveillance

- Le Client :
- Communiquer à Securitas, sous sa seule responsabilité, les coordonnées à jour de ses contacts et un code d'identification. Securitas préconise au moins une mise à jour annuelle des consignes et notamment avant toute absence prolongée.
 - Modifier ses consignes par LRAR, par fax ou en ligne dans son espace client. Le nombre de mises à jour par LRAR ou fax est limité dans les CP et, au-delà, elles sont facturées au tarif en vigueur.
- Les modifications prennent effet dans les soixante-douze heures suivant leur réception par Securitas.
- Sensibiliser ses contacts à la possibilité d'un appel et à l'importance d'y répondre.

8. Enregistrements

Les communications audio, image ou vidéo donnent lieu à enregistrement. Ils sont conservés comme suit : trois mois pour les historiques de télé-surveillance (APSAD) et un mois maximum pour les images et vidéos (CNIL).

9. Traitement de données personnelles / Cloud public

Le Prestataire peut avoir besoin de traiter pour le compte du Client et en sa qualité de Responsable du traitement, certaines données personnelles du Client ou de tiers (ci-après « Données personnelles »), conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données (ci-après le « RGPD ») n°2016/679. Les termes « Responsable du traitement » et « Traitement » correspondent aux définitions du RGPD.

La collecte des Données personnelles par le Prestataire, limitée au strict nécessaire, permet la réalisation des Services de télé-surveillance objet du Contrat, et relève de l'exécution du Contrat (Article 6 du RGPD).

Le Traitement effectué par le Prestataire est détaillé en Annexe des présentes. Le Client reconnaît avoir été informé que les données collectées dans le cadre du Contrat peuvent être hébergées sur un cloud public/privé/hybride situé ou non au sein de l'Union Européenne. Le Client accepte et autorise cet hébergement.

Le Client a la possibilité d'accéder et obtenir copie des Données personnelles, de s'opposer à leur traitement, de les faire rectifier ou effacer, et dispose également d'un droit à la limitation du Traitement des dites données personnelles. Afin d'exercer ses droits, le Client peut contacter le délégué à la protection des données du Prestataire par email, à l'adresse delegue.protectiondesdonnees@securitas.fr, ou par courrier postal à l'adresse suivante :

Securitas Alert Services
À l'attention du Délégué à la protection des données
393 chemin du Bac à trailler - CS 90161
69643 CALUIRE-ET-CUIRE

10. Obligations du Client

- Conserver un Système compatible avec la prestation,
 - Maintenir son Système en parfait état de fonctionnement et l'utiliser conformément à son objet, dans le respect de son mode d'emploi.
 - S'assurer que son Système ou ses autres équipements ne perturbent pas la transmission normale des alarmes et notamment éviter les alarmes intempestives. À défaut, Securitas pourra, après notification préalable, informer le Client de la suspension du service jusqu'au rétablissement de conditions normales ce qui ne libère pas le Client de ses obligations.
 - Ne pas modifier ou déplacer tout ou partie de son Système sauf par un installateur et après information préalable de Securitas.
 - Assurer la fourniture et la continuité des équipements et abonnements de téléphonie ou internet nécessaires au fonctionnement de la télé-surveillance.
 - Informer Securitas de tout événement pouvant avoir une incidence directe ou indirecte sur les prestations, notamment tout risque afférent aux lieux protégés ou à leur contenu.
 - Respecter la réglementation s'il utilise un Système vidéo et notamment informer ses préposés, tous tiers concernés, les administrations compétentes.
 - Dès qu'il est informé d'une alarme, répondre dans les meilleurs délais ou donner les consignes à ses contacts pour éviter des mesures de sécurité inutiles.
 - Souscrire toute police d'assurance utile pour couvrir les dommages de toute nature à ses biens et aux personnes.
 - Prendre à sa charge les consommables (piles...) ; toute intervention de Securitas liée à un défaut de consommable sera facturée au Client.
- Tout manquement à ces obligations engage la responsabilité du Client.

11. Prise d'effet - durée du contrat et résiliation

11-1 Prise d'effet

La prestation démarre dans les vingt-quatre heures ouvrées suivant le raccordement, sous réserve que le Client ait préalablement remis à Securitas les consignes. À défaut, la prise d'effet est décalée aux vingt-quatre heures ouvrées suivant la réception des consignes par Securitas.

11-2 Durée et résiliation

Le contrat est souscrit pour quarante-huit (48) mois à compter de la date de raccordement, sauf dispositions contraíres convenues dans les CP. Le tarif du Système et de l'abonnement de télé-surveillance est un élément essentiel du contrat conditionné au respect de la durée du contrat. À l'issue de cette période et sauf dénonciation par LRAR trois mois avant le terme, le contrat est prorogé par volonté expresse des parties pour une durée

indéterminée, résiliable à tout moment par LRAR moyennant un préavis de trois mois.

L'inexécution totale ou partielle de ses obligations de ses obligations par l'une des Parties expose l'autre Partie à la résiliation totale ou partielle de plein droit, quinze jours après une mise en demeure restée sans effet, sans autre formalité. La résiliation du contrat par Securitas n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Client.

En cas de résiliation avant le terme de la période en cours sans faute de Securitas (ex : à l'initiative du Client ou du fait de l'inexécution de ses obligations), le Client est de plein droit redevable à l'égard de Securitas d'une indemnité égale aux échéances mensuelles restant dues au titre de la période en cours et Securitas se réserve le droit en cas de résiliation pour faute du Client de récupérer le Système aux frais du Client.

En cas de survenance de circonstances exceptionnelles et imprévisibles telles que décès du Client, chômage supérieur à six mois, mutation à l'étranger, le contrat peut être résilié avant terme moyennant le respect d'un préavis d'un mois à compter de la réception par Securitas d'une LRAR justifiant de la cause légitime de rupture anticipée. Le Client sera alors redevable à Securitas de plein droit d'une indemnité de résiliation anticipée égale à 40 % du montant des échéances de l'abonnement restant à couvrir jusqu'au terme de la période minimale.

En cas de force majeure, telles que définies à l'article 15, Securitas pourra suspendre les prestations à compter de la notification adressée au Client précisant le motif. Au cas où la suspension excéderait deux mois, le contrat pourra être résilié de plein droit à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties sans préavis ni indemnité.

Autres motifs de résiliation :

Les Parties peuvent résilier le Contrat sans limite en cas de (i) fautes répétitives du Client (ii) résiliation ou changement matériel dans la couverture d'assurance du Prestataire (iii) changement dans les lois ou accords ayant un impact sur les présentes (iv) insolvabilité du Client conformément à la loi applicable ou (v) acte du Client pouvant porter atteinte à la réputation du Prestataire ou de son activité.

En outre, s'il devient contraire à la loi ou une réglementation en relation avec les sanctions dites économiques pour Securitas de fournir les prestations, le Prestataire peut à sa discrétion décider de suspendre ou de résilier de plein droit le Contrat. Le Client reconnaît qu'il ne pourra nullement engager la responsabilité du Prestataire.

En tout état de cause, à la date de cessation ou de résiliation du contrat pour quelque cause que ce soit, le Client assume les frais afférents à la déconnexion du Système et, le cas échéant, restitue sans délai la carte SIM à Securitas.

12. Conditions financières

12-1 Tarifs

Le prix facturé intègre les taxes en vigueur. Toute modification ou taxes supplémentaires en vigueur au jour de la facturation sera répercutée sur le prix.

Les prestations de levées de doute physiques et mesures de sauvegarde sont facturées au tarif en vigueur au jour de la prestation.

Sauf disposition contraire dans les CP, si le nombre d'alarme est anormalement élevé, Securitas se réserve le droit de facturer, au tarif en vigueur, les traitements opérateurs au-delà de quatre par mois.

12-2 Révision annuelle

Le prix est révisé au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de la formule suivante :

$$P1 = P0 \text{ (I/I0)}, \text{ dans laquelle}$$

P1 est le montant du prix révisé

P0 est le montant en vigueur avant révision

I1 est le dernier indice ICHTrevTS publié par l'INSEE à la date de révision I0 est le même indice ICHTrevTS publié par l'INSEE 12 mois avant sans que la revalorisation puisse conduire à une diminution du prix de Securitas.

12-3 Clause de sauvegarde de l'équilibre économique

En complément de la clause de révision et dans le cas où interviendraient des modifications de quelque objet et nature que ce soit, et notamment, une évolution des coûts ou de la réglementation, Securitas ajustera le prix en conséquence. À défaut d'accord, Securitas se réserve la faculté de résilier le contrat par LRAR à tout moment moyennant un préavis de deux mois. Nonobstant ces dispositions, Securitas conserve la faculté de se prévaloir de l'application de l'article 1195 du Code Civil, auquel il n'entend pas renoncer.

13. Facturation et conditions de règlement

Le Système et son installation sont payables comptant le jour de la signature du contrat.

Le Client ne saurait en aucun cas, évoquer un quelconque sinistre ou dédommagement pour justifier le non-paiement, le paiement partiel ou le retard de paiement.

Le non-respect des conditions entraîne l'application d'une pénalité, au seul choix de Securitas, d'un montant égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal ou, à un montant calculé sur le dernier taux de refinancement de la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de dix (10) points de pourcentage. Quelle que soit la pénalité choisie par Securitas elle prendra effet au lendemain de la date de paiement prévue sur la facture. Par ailleurs, le non-paiement ou le retard de paiement de la part du Client peut entraîner, dans sans autre formalité que l'envoi d'une LRAR, une suspension temporaire du service, en aucun cas assimilable à une rupture du fait de Securitas.

En outre, dans les quinze (15) jours d'une mise en demeure restée infructueuse, faite par LRAR, une indemnité forfaitaire égale à 10 % des factures ayant fait l'objet de la mise en demeure est due, et Securitas peut alors résilier le contrat sans aucune formalité. Cette pénalité est acquise de plein droit, sans préjudice de dommages et intérêts.

En outre, à défaut de paiement à échéance d'une ou plusieurs factures de Securitas du fait de difficultés financières du Client, l'intégralité de sa créance deviendra exigible.

Pour toute prestation exceptionnelle hors mesures de sauvegarde,

un acompte est exigé à la commande. Cet acompte doit impérativement être réglé au plus tard trois (3) jours avant le début de la prestation, faute de quoi Securitas se réserve le droit de ne pas l'exécuter, sans que sa responsabilité ne puisse en aucune manière être recherchée.

14. Responsabilité et assurances

Securitas accomplit ses missions dans le cadre d'une obligation de moyens. Pour couvrir les conséquences pécuniaires d'une éventuelle mise en cause de sa responsabilité, Securitas a souscrit une assurance de responsabilité civile. D'un commun accord entre les Parties, si la responsabilité de Securitas est prouvée, l'indemnisation due ne saurait excéder, quels que soient la nature et le montant réel du dommage, 25 000 euros par sinistre et 50 000 euros par an.

En cas de perte des moyens d'accès confiés, Securitas supportera les conséquences résultant du remplacement à l'identique des moyens d'accès dans la limite de 500 euros.

En cas de moyens d'accès inopérants du fait d'un défaut de consommables, la responsabilité de Securitas ne pourra être engagée.

Sont expressément exclus les dommages immatériels ou indirects, tels que pertes d'exploitation, préjudice commercial ou moral.

Le Client renonce à tout recours contre Securitas et ses assureurs au-delà de ces montants.

Le Client doit indemniser et tenir le Prestataire indemne de toute perte ou réclamation que le Prestataire pourrait subir ou qui pourrait être réclamée à l'encontre du Prestataire par un tiers à la suite ou en relation avec l'exécution des Services dans le cadre du Contrat, à moins que ces pertes ne résultent d'un acte de négligence ou d'une omission de la part du Prestataire, de ses employés, agents ou sous-traitants.

Securitas conserve la faculté de résilier le présent contrat pour un risque qui ne serait pas ou plus assurable.

En cas de sinistre ou réclamation, le Client doit informer Securitas par écrit dans les dix (10) jours francs suivant la survenance de l'événement notamment compte tenu des délais de conservation des données. Le Client dispose d'un délai d'un an à compter du fait générateur d'une éventuelle recherche en responsabilité de Securitas pour formuler par LRAR une réclamation. Au-delà de ce délai d'un an, la réclamation est irrecevable, y compris en cas d'appel en garantie

15. Force majeure

La responsabilité de Securitas ne peut être engagée en cas de force majeure telle que définie ci-dessous, par l'article 1218 du Code Civil et la jurisprudence française, empêchant raisonnablement l'exécution de la prestation et notamment en cas d'inondation, tempête, orage, grêle, défaillance ou perturbation des moyens de transmission des informations ou de fourniture d'énergie par les réseaux publics ou privés (réseau téléphonique, internet, radio, satellite, électricité) ; défaillance du Système ; dysfonctionnements consécutifs à la situation du Système dans des champs électromagnétiques perturbant les transmissions de données ou dans des lieux couverts perturbant l'émission ou la réception des données ; modification législative ou réglementaire ou ordre d'une Autorité ayant une incidence sur la prestation ; retard ou défaut ou refus d'intervention des services de secours.

16. Droit de rétractation

Le Client bénéficie, en cas de souscription du contrat à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, d'un droit de rétractation dans un délai de quatorze (14) jours calendaires. Le délai de rétractation de quatorze jours court à compter du jour de réception du bien pour les contrats de prestation de services incluant la vente de biens.

Pour exercer ce droit de rétractation, le Client doit notifier sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception à Securitas Alert Services, Service clients, 393, Chemin du bac à Trailler, 69643 Caluire et Cuire, au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté ou en utilisant le modèle de formulaire de rétractation joint au présent contrat.

Pour que le délai de rétractation soit respecté, le Client s'engage à transmettre sa communication relative à l'exercice du droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation précité. Lorsque le droit de rétractation est exercé, Securitas remboursera le Client de la totalité des sommes versées. Néanmoins, le remboursement sera différé jusqu'à récupération des biens ou jusqu'à ce que le Client ait fourni une preuve de l'expédition de ces biens, la date retenue étant celle du premier de ces faits.

Le Client peut expressément demander à ce que l'exécution du présent contrat commence avant la fin du délai de rétractation susvisé. Il s'engage dans ce cas à formuler sa demande par écrit.

Néanmoins, si le Client change d'avis et souhaite se rétracter, il sera tenu au paiement au prorata temporis du montant du service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter.

Dans toutes les autres modalités de vente, sauf disposition législative impérative, il n'existe pas de droit à rétractation.

17. Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentielles les données échangées et à ne les communiquer à des tiers que pour les seuls besoins de l'exécution du présent contrat.

Pour la bonne exécution du Contrat et si nécessaire, le Prestataire est autorisé à partager les informations confidentielles avec les sociétés du Groupe Securitas.

18. Propriété intellectuelle

Le Prestataire est le propriétaire exclusif de toutes ses marques, noms, logos, copyright, logiciels et bases de données, utilisés pour la réalisation des Services.

Le Prestataire, ainsi que toutes les sociétés du Groupe Securitas et/ou ses concédants de licence restent les propriétaires exclusifs de toute licence ou droit de propriété intellectuelle qu'ils auront développé avant

Paraphes

Annulation de commande

Articles L 221-18 et suivants du Code de la Consommation
Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat

Conditions

- Compléter et signer ce formulaire
- l'envoyer par **lettre recommandée avec avis de réception**
- utiliser l'adresse figurant au dos
- **L'expédier au plus tard le quatorzième jour à partir du jour de la commande pour un contrat portant sur une prestation de services, ou à partir de la réception du bien pour un contrat portant sur la vente d'un bien.**

N° de contrat : _____

Je soussigné, notifié par la présente ma rétractation du contrat portant sur la prestation de service (*)/ la vente du bien (*) ci-dessous.

- Commandé le (*) / reçu le (*) : _____

- Nature du bien commandé : _____

- Nom du client : _____

- Adresse du client : _____

- Nom du vendeur : _____

Date : _____ Signature du client :

(*) Rayez la mention inutile

Mandat de prélèvement

la conclusion du présent Contrat et de tous les systèmes et logiciels de production de back-office utilisés pour la réalisation des Services, le Client n'ayant aucun droit d'accès ou d'utilisation de ces systèmes. Le Groupe Securitas est en outre propriétaire et détenteur de tous les droits relatifs à toute amélioration, suggestion de changement et adaptation des droits de propriété intellectuelle liés aux Services. Les Parties conviennent que toutes les informations, données, copyright, droits sur les bases de données partagées ou créées dans le cadre du présent Contrat ou de tout autre Contrat peuvent être utilisées par le Prestataire, ses consultants, et le groupe Securitas dans le but d'analyser, d'améliorer les Services et/ou les capacités de ces derniers.

19. Loi applicable - Règlement des litiges

Le contrat est soumis à la Loi française. Les contestations doivent être adressées par écrit au Service clients de Securitas à l'adresse indiquée au contrat. Faute de conciliation, le Client a la possibilité, conformément aux articles L612-1 à L612-5 du Code de la consommation, de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à Securitas, cette dernière garantissant au Client le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation. Le Client peut recourir au service de médiation dont relève Securitas : SAS Médiation Solution, 222 chemin de la Bergerie, 01800 Saint Jean de Niost Site : <https://www.sasmediationsolution-conso.fr> ; Email : contact@sasmediationsolution-conso.fr ; À défaut d'accord avec le Service clients de Securitas ou en cas d'échec de la médiation, les Parties font attribution aux juridictions compétentes de Lyon y compris en cas de pluralité de défendeurs, d'appel en garantie ou de procédure de référé.

20. Modifications

Toute modification du contrat doit faire l'objet d'un avenant. En cas de modification législative, réglementaire, Jurisprudentielle ou en vue d'améliorer le service, Securitas pourra modifier le contrat et en informera le Client par tous moyens. Si pour le Client, il en résulte une diminution substantielle de la prestation, il disposera d'une faculté de résilier le contrat par LRAR moyennant un préavis de trois mois.

21. Responsabilité sociétale d'entreprise

Securitas s'engage à respecter les principes fondamentaux édictés par le Code des Valeurs et de l'Éthique et la politique anti-corruption Securitas sur lesquels repose sa politique de responsabilité sociétale d'entreprise (disponible sur le site internet <https://www.securitas.fr/a-propos-de-securitas-france/valeurs>).

22. Dispositions diverses

Toutes les notifications adressées au titre du Contrat doivent l'être par écrit et peuvent être remises en personne, par coursier, courrier électronique ou lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse mentionnée dans les présentes ou à toute autre adresse que l'autre Partie aura indiquée par écrit. Le contrat ne pourra en aucun cas être cédé par le Client sans l'autorisation préalable et écrite de Securitas. En revanche, le contrat pourra être cédé

par Securitas à toute entreprise de son groupe ou à un successeur après en avoir informé le Client par lettre simple. Toute renonciation totale ou partielle à l'application d'une clause ne peut être considérée comme une renonciation définitive.

Informations légales

L215-1 du Code de la consommation. Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non-reconduction. Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction. Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du contrat. L215-3 du Code de la consommation Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels. L241-3 du Code de la consommation Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.

Pour mémoire, le Prestataire respecte les dispositions légales et notamment celles de la loi n°75-1334 relative à la sous-traitance. Par transparence, les articles 1^{er}, 2, 3 et 5 de ladite loi sont reproduits ci-après : art. 1^{er} : « Au sens de la présente loi, la sous-traitance est l'opération par laquelle un entrepreneur confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise ou d'une partie du marché public conclu avec le maître de l'ouvrage. », art. 2^{ème} : « Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants. », art. 3^{ème} : « L'entrepreneur qui entend exécuter un contrat ou un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché, faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage ; l'entrepreneur principal est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au maître de l'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. Lorsque le sous-traitant n'aura pas été accepté ni les conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, l'entrepreneur

principal sera néanmoins tenu envers le sous-traitant mais ne pourra invoquer le contrat de sous-traitance à l'encontre du sous-traitant. », art. 5^{ème} : « Sans préjudice de l'acceptation prévue à l'article 3, l'entrepreneur principal doit, lors de la soumission, indiquer au maître de l'ouvrage la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous- traitants auxquels il envisage de faire appel. En cours d'exécution du marché, l'entrepreneur principal peut faire appel à de nouveaux sous-traitants, à la condition de les avoir déclarés préalablement au maître de l'ouvrage. »

Annexe 1 : Traitement des données personnelles du Client

La présente Annexe inclut certaines informations sur le Traitement des données personnelles du Client.

1. Sources des Données personnelles

Les Données personnelles sont transmises directement par le Client dans le Contrat, ou par le biais des images et enregistrements audios réalisés par les outils de gestion du Service.

2. Les types de Données à caractère personnel du Client à Traiter

- Nom, prénom, mail, numéro de téléphone (portable ou fixe), adresse postale ;
- Mot de passe pour identification lors du contre appel ;
- Numéro client et numéro de transmetteur ;
- Mot de passe et login M@sécurité ;
- Image/vidéo ;
- Enregistrement audio ;
- RIB personnel ;
- Signature.

3. Les catégories de Personnes concernées relatives aux Données à caractère personnel du Client

Client, contact donné par le client, tiers apparaissant sur les vidéos.

4. Destinataires des Données personnelles

Service acquisition du département informatique, partenaire installateur, service clients, service clients installateurs, service commercial, centre de télésurveillance, service facturation et comptabilité, service juridique, service recouvrement (dans le cadre d'un contentieux), service Securitas mobile si souscription du service levée de doute physique.

5. Durées de conservation

Un (1) mois pour les images et vidéos (règles CNIL), trois (3) mois pour les historiques de télésurveillance (règles APSAD) et enregistrements audio, durée de la relation contractuelle ou demande de suppression du client pour les données de contact.

6. Mesures de Sécurité

Les mesures de sécurité techniques et organisationnelles sont communiquées au Client à sa demande. Ces mesures ont vocation à évoluer dans le temps.

Paraphes

